

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1^{er} avril 2014

Réponses de GDFSUEZ SA

Date : 26/06/2013

Vous trouverez ci-après la réponse de GDFSUEZ SA à la question abordée dans la consultation.

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud est adéquate ?

Comme évoqué en groupe de concertation Gaz « Allocation », GDFSUEZ SA exprime le besoin d'une visibilité sur les réservations de capacités à la liaison Nord vers Sud dès le 1^{er} avril 2014.

Le niveau commercialisé est jugé satisfaisant. Cependant, nous considérons que **pour la période d'Octobre 17 à Septembre 18, aucune capacité ne devrait être commercialisée afin de limiter les risques de spéculation inévitables à ces horizons et les incidences négatives sur les marqueurs de prix spécifiques à la zone Sud que cela pourrait donner pour le sourcing des clients.**

Compte tenu des horizons de marché, GDF SUEZ considère que, pour les mises aux enchères et allocation proposées ici, une commercialisation au maximum à trois ans permet à la fois de donner de la visibilité aux acteurs de marché mais également de laisser suffisamment de capacité commercialisable ultérieurement pour qu'un prix s'établisse chaque année sur les horizons N+1, N+2 et N+3.

En conséquence, GDF SUEZ propose de retarder d'un an la commercialisation des capacités octobre 2017 / septembre 2018.

La réponse à la question 6 complète de façon chiffrée cette proposition.

Question 2 : Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1er avril 2014 à la liaison Nord-Sud?

GDF SUEZ est opposé à l'application **d'une allocation en fonction des engagements de livraison des expéditeurs** pour les capacités « avril 2014 – septembre 2014 ».

GDFSUEZ SA souhaite donc la **mise en place d'allocation via des enchères** dès le 1^{er} avril 2014 au lieu du 1^{er} octobre 2014.

Question 3 : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?

GDFSUEZ SA rappelle qu'elle est opposée à tout mécanisme d'allocation garantie pour la commercialisation des capacités fermes et interruptibles sur la période d'avril 2014 à septembre 2018. En effet, ce mécanisme confère un avantage indu à certaines catégories d'expéditeurs et **constitue une rupture d'égalité au détriment des expéditeurs ayant des obligations de service public**, tout en **offrant à certains expéditeurs une possibilité de spéculation sur les capacités allouées**.

Si la première phase d'allocation propre à une allocation garantie devait être retenue, GDF SUEZ SA estime que, dans le contexte de marché actuel, le montant maximum de l'allocation garantie doit être ramené de 2,5 à 1,5 GWh/j dans le cadre de cette première phase de commercialisation.

GDF SUEZ désire qu'une attention particulière soit portée aux expéditeurs bénéficiant de l'allocation garantie afin de s'assurer que ces dernières leur sont bien attribuées en fonction de leur besoin et non pour des raisons spéculatives. A ce titre, afin d'éviter toute spéculation inutile ou induite de certains acteurs du marché, GDF SUEZ SA demande à ce que le volant de capacités interruptibles soient exclues de ce mécanisme d'allocation garantie.

Seuls les expéditeurs ayant des capacités de livraison pourraient participer à cette phase et aucun expéditeur ne devrait être autorisé à demander plus que son volume physique annuel de livraison lors de l'allocation garantie.

En cas d'allocation en fonction des engagements de livraison au cours de la seconde phase, **GDF SUEZ SA demande que le coefficient multiplicateur soit adapté en fonction du type de portefeuille** de clients en privilégiant d'abord les clients donnant lieu à des Obligations de Service Publics comme suit :

- Coefficient de 1,3 pour les clients rattachés au réseau de distribution.
- Coefficient de 1 pour les capacités de livraison des clients industriels rattachés au réseau de transport ;

Enfin, **GDF SUEZ SA considère que le niveau tarifaire des capacités interruptibles (50% du tarif régulé des capacités fermes) est trop élevé car la moyenne du taux de disponibilité constatée de ces mêmes capacités est proche de 50% et car ce taux est imprévisible pour les expéditeurs**. Ainsi le pricing du risque est insuffisamment pris en compte dans la constitution du tarif des capacités interruptibles.

Question 4 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Dans le contexte actuel, **GDF SUEZ SA est opposé à la mise en place d'une phase d'allocation garantie** ce qui a été développé dans la réponse 3.

En cas de mise en place d'allocation garantie, GDF SUEZ SA réitère également les mêmes remarques évoquées en réponse à la question 3 pour cette même phase 1 : seuls les expéditeurs ayant des engagements de livraison des clients finals pourront y participer dans la limite de leur volume physique annuel et dans la limite de 1,5 GWh/j. Par ailleurs, GDF SUEZ SA souhaite que le volant de capacités interruptibles soient sorti de la phase 1 pour les réintégrer dans la phase 2 propres aux enchères.

Enfin, GDF SUEZ souhaite que les expéditeurs ayant bénéficié du système d'allocation garantie ne soient pas autorisés à participer aux enchères sur ces mêmes échéances.

Question 5 : Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

GDFSUEZ SA est favorable à cette limite afin qu'aucun expéditeur ne puisse être en position dominante sur la liaison Nord vers Sud.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Comme évoqué en réponse à la question 1, GDF SUEZ demande à **organiser cette vente de capacités uniquement sur la période « octobre 2014 à septembre 2017 »** selon les pourcentages de commercialisation mentionnés dans la consultation :

- 100% des capacités restant à commercialiser entre octobre 2014 et septembre 2015 ;
- 50% des capacités restant à commercialiser entre octobre 2015 et septembre 2016 ;
- 25% des capacités restant à commercialiser entre octobre 2016 et septembre 2017.

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en œuvre la proposition d'Elengy ?

Comme les déchargements de bateaux GNL améliorent la disponibilité de la liaison Nord vers Sud, GDF SUEZ SA est favorable aux réflexions visant à inciter le déchargement de méthaniers à Fos et à Montoir.

Un volant de 65 GWh/j (correspondant à 2 bateaux de 1 TWh chacun) sur les 200 GWh/j pouvant potentiellement être créés grâce aux émissions de Montoir semble de fait raisonnable mais pourrait être revu à la hausse après une période d'expérimentation si l'intérêt d'un tel dispositif se traduisait dans les faits. La proposition de GRTgaz mettant un seuil à 50 GWh/j nous paraît représenter un frein inutile, étant donné que dans la situation actuelle, on constate qu'aucun déchargement n'est effectué certains mois.

Deux autres options pourraient également être approfondies selon nous :

- ➔ **favoriser le déchargement des expéditeurs à Montoir et à Fos en réduisant le taux de restriction de leurs capacités interruptibles ;**

- réserver une partie du sur revenu pour **réduire les tarifs au PITTM Fos et Montoir afin d'inciter les déchargement de bateaux GNL venant améliorer la situation de la zone Sud.**

Question 8 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

GDF SUEZ SA est favorable avec les règles énoncées par la CRE dans le cadre de cette consultation.

Question 9 : Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

GDF SUEZ SA est favorable à la conservation d'une activité de market coupling dans la limite de 30 GWh/j de capacités interruptibles dans le but de participer au développement de la liquidité au PEG SUD et faciliter l'établissement de **marqueur de prix sur la zone sud**. Cependant, GDF SUEZ SA tient à rappeler **qu'il souhaite que ce soit un opérateur de marché et non un robot qui poste les ordres de GRTgaz afin de poster les volumes souhaités à n'importe quel moment de la journée.**

Question 10 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

Du fait de la non congestion à cette interface et du fait de la fusion des zones TIGF et GRTgaz Sud en avril 2015, GDF SUEZ SA préconise les règles proposées par la CRE afin de ne pas générer de dépenses supplémentaires pour les deux transporteurs.

Question 11 : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriato ?

GDF SUEZ SA est pour la création d'un point virtuel regroupant les points d'interconnexion Larrau et Biriato afin de simplifier l'offre commerciale.

GDF SUEZ SA est favorable à la commercialisation via un processus d'enchères dès octobre 2014. **GDF SUEZ SA souhaite que cette vente soit réalisée en même temps que les allocations aux enchères à la liaison Nord vers Sud comme ce qui est prévu dans les règles CAM.**

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

GDFSUEZ SA est en phase avec l'analyse de la CRE car ce mécanisme fait bénéficier une redistribution des sur revenus en fonction du portefeuille global de clients finals de chaque expéditeur et non en fonction du portefeuille de clients finals en zone Sud GRTgaz de chaque expéditeur.

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Dans le cas d'une prise de décision d'investissement pour les travaux de Val de Saône, **GDF SUEZ SA considère que le sur revenu généré par les enchères postérieurement à cette prise de décision pourrait servir de manière efficace à son financement.**

GDF SUEZ partage les préoccupations de la CRE sur les prélèvements fiscaux qui pourraient affecter le sur-revenu dans le cas où ce dernier serait affecté aux investissements mais considère que des solutions techniques doivent être étudiées avant de statuer sur ce point.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recette à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Etant donné l'ampleur potentielle des montants reversés, GDF SUEZ SA s'interroge sur la pertinence de tels reversements aux seuls clients finals de la zone Sud. Un panachage avec une des options précédentes (réponses 7 et 13) serait envisageable.

Un système de lissage du sur revenu sur plusieurs années serait à privilégier.

Si un tel mécanisme devait être retenu, GDF SUEZ SA propose que ce sur revenu soit reversé sur une base mensuelle sur la facture acheminement en prenant comme paramètre d'allocation les dépenses effectuées au titre des capacités aval souscrites en zone Sud GRTgaz (en prenant en compte le réseau régional et la livraison). Ce mode de remboursement serait d'ailleurs plus facile à mettre en place mois par mois car il n'y a pas de redressements de souscription de capacités contrairement aux volumes livrés qui peuvent être redressés jusqu'à 6 mois après.

Enfin, les expéditeurs ayant participé à la phase 1 « Allocation Garantie » ne sont pas éligibles à la redistribution des excédents de recette.

Question 15 : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?
--

Cf réponse Question 14.

Question 16 : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?
--

Dans le cas d'une prise de décision d'investissement pour les travaux de Val de Saône, GDF SUEZ SA ne souhaite pas que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun et souhaite que les excédents de recettes de GRTgaz via la liaison Nord-Sud servent au financement de ces travaux.

En cas de refus de décision d'investissement pour les travaux de Val de Saône, GDF SUEZ SA est favorable à la mise en commun des excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz et à une redistribution en fonction de la facture mensuelle des capacités de livraison en prenant en compte le réseau régional et la livraison.